

## Stratégie d'accélération industrielle

# La Banque mondiale s'implique

• Le dossier au menu des prochaines priorités

• L'enjeu de la compétitivité en toile de fond

• Rabat décroche la plus grande part du financement destiné au Maghreb

QUELQUES mois après sa prise de fonction, la nouvelle directrice Maghreb de la Banque mondiale, Marie-Françoise Marie-Nelly, décline la nouvelle stratégie de cette institution de Bretton-Woods pour la région. Globalement, il s'agit de faire face aux défis de la période post-Printemps arabe. «Aujourd'hui, la relation entre l'Etat et les citoyens a changé. Ces derniers veulent plus de participation. Et notre rôle est d'accompagner les Etats à refonder le

contrat social», a indiqué Marie-Nelly. Il s'agit là de l'un des 4 piliers de la stratégie de la Banque mondiale dans la région. Au Maroc, cette refonte du contrat social concerne notamment la révision du système

figure en pole position en matière d'engagements au niveau du Maghreb. Sur les 3,5 milliards de dollars mobilisés pour la région, le Maroc a décroché 2,5 milliards, pour un portefeuille de 27 projets. Néanmoins, si le

Cette nouvelle approche sera également adoptée dans l'accompagnement du Maroc dans la réforme de l'éducation, notamment avec un programme pour l'enseignement primaire, doté de 200 millions de dollars.

L'accompagnement de cette institution de Bretton-Woods, qui s'étend également au transfert d'expertise, s'articule autour de piliers prioritaires. Il s'agit d'abord du développement de la compétitivité. C'est l'un des enjeux prioritaires du Maroc, selon les responsables de la Banque. L'idée est d'assurer un renforcement de la productivité, favorisant le rattrapage économique. Ce qui poussera vers une transformation structurelle du pays. Si Rabat a fait des progrès par rapport aux pays de la région, des efforts sont encore à fournir pour consolider les acquis. Il s'agit notamment de résoudre certains problèmes qui continuent de nuire au climat des affaires comme l'accès au foncier, la simplification des procédures... A cela s'ajoutent certains volets techniques dont notamment le développement des réseaux haut-débit. Aujourd'hui, les responsables régionaux de la Banque mondiale se penchent sur l'examen de la possibilité d'appuyer la stratégie d'accélération industrielle. Sur ce point, «nous prôtons une approche qui privilégie l'identification de filières particulières au niveau de chaque secteur». Parallèlement, l'idée est aussi de miser sur la compétitivité au niveau local. «La régionalisation avancée nous offre des éléments pour favoriser cette orientation». La priorité sera donnée à la région du Grand Casablanca, qui a changé d'appellation dans le nouveau découpage (Casablanca-Settat). □

M. A. M.

### Gouvernance ouverte

EN plus de la compétitivité, le deuxième pilier de l'appui de la Banque mondiale est lié à la croissance verte. Ses responsables ont mis en avant «le souci écologique des décideurs marocains». Aujourd'hui, le Maroc «est passé d'un pays parmi les plus vulnérables aux changements climatiques à l'un des acteurs phares dans le développement des énergies renouvelables», est-il noté. Le troisième pilier concerne la gouvernance, notamment avec le programme «Hakama». Il s'agit d'appuyer la modernisation de la gestion des finances publiques et des services publics. Cela, à travers «une approche budgétaire basée sur la performance et le développement des PPP». A cela s'ajoutent des actions en faveur de la gouvernance ouverte, qui tendent vers la consécration des nouveaux droits constitutionnels, relatifs à la participation des citoyens, le dépôt des pétitions... □

des subventions en s'orientant vers un ciblage direct des catégories concernées. Globalement, les actions menées par la Banque mondiale au Maroc s'inscrivent dans le cadre du partenariat stratégique, qualifié de «solide» par la directrice régionale. Et Rabat

niveau des engagements de la Banque est important, avec près d'un milliard de dollars annuellement, le taux de décaissement reste relativement faible, selon la directrice Maghreb de la Banque mondiale. Il a atteint à peine 13% lors de l'année fiscale 2015, alors que l'objectif est de 21%. La représentante de la Banque mondiale au Maghreb table sur une amélioration de ce taux pour atteindre 18% l'année prochaine. Elle a expliqué que la faiblesse des décaissements est liée à des contraintes structurelles, mais également à certains problèmes spécifiques liés à la nature de chaque projet. Cette situation est liée au changement d'approche de financement de la Banque. Les montants sont débloqués en fonction des résultats réalisés. Par exemple, pour les projets dans le secteur de la santé, les versements sont effectués après l'évaluation du niveau de l'accès aux soins et de leur qualité. Car, «il ne suffit plus de prendre en considération uniquement les aspects matériels, comme le nombre de lits dans les hôpitaux», a expliqué Marie-Nelly.

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com